

États-Unis

Sebastian Felix Braun,

Reconnaissance fédérale

Au mois de mai 2014, le Bureau des Affaires indiennes (BIA) a annoncé une proposition susceptible de modifier les règles de reconnaissance des tribus. Seules les nations autochtones reconnues par l'État fédéral existent en tant que telles pour le gouvernement fédéral, relèvent des dispositions de la législation fédérale sur les Indiens, et peuvent en conséquence bénéficier des services du BIA. Le gouvernement fédéral a le droit d'ajouter de nouvelles tribus à la liste des tribus reconnues, et peut en supprimer d'autres. Deux voies principales permettent d'obtenir la reconnaissance fédérale : une décision du Congrès ou une pétition déposée auprès du Bureau de reconnaissance fédérale (*Office of Federal Acknowledgement*). Ces nouvelles directives devraient simplifier le processus et éliminer en partie la charge de la preuve qui incombe aux nations autochtones requérantes.¹ Dans la mesure où la reconnaissance fédérale, ou son absence, permet de créer ou de refuser l'existence officielle d'une nation autochtone, elle est fondamentale pour toutes les autres questions.

Les réactions à ces propositions de directives ont été mitigées. D'une part les tribus en cours de reconnaissance, ou celles à qui on l'a refusée mais qui pourraient postuler à nouveau, les considèrent comme une évolution positive, d'autre part, certains législateurs locaux, d'état ou fédéraux, y sont opposés. Par exemple, toute la délégation du Congrès du Connecticut y est opposée, sous prétexte que les tribus reconnues deviendraient des nations souveraines, qui ne relèveraient plus des lois locales ni des lois de l'État, et parce que les gens craignent que les tribus reconnues n'ouvrent des casinos.² Les commentaires des responsables des comtés et de l'État de Californie révèlent les mêmes craintes.³ Aucune date limite n'est fixée pour une proposition définitive, ou pour une entrée en vigueur des nouvelles règles.

La politique fédérale

Au mois de juin, le Président Obama s'est rendu dans la communauté de Cannon Ball, dans la réserve sioux de Standing Rock au Dakota du nord. C'était la première visite à une nation autochtone que rendait un président des États-Unis en exercice depuis la visite de Bill Clinton en 1999. Dans une tribune publiée avant sa visite, Obama souligna l'engagement du gouvernement fédéral sous son administration envers les nations autochtones. Il écrivit : *“L'histoire des États-Unis et des nations tribales est une histoire de promesses non tenues. Mais je suis persuadé que, sous mon gouvernement, nous avons ensemble tourné la page.”*⁴ Il exprima le même sentiment à Cannon Ball, où il déclara que son *“administration était bien décidée à travailler en collaboration avec les tribus, non pas*

de façon ponctuelle, mais chaque jour et sur chaque sujet qui touche à nos vies.” Il ajouta que c’était ce que devaient être des relations de nation à nation.⁵

Le Congrès national des Indiens d’Amérique (*National Congress of the American Indians – NCAI*) se réjouit de cette visite et écrit que l’événement s’appuie sur les efforts permanents de l’administration Obama pour travailler en étroite relation avec les nations tribales à une politique qui a un impact sur leurs citoyens.⁶

Lors de la Conférence des nations tribales à la Maison blanche au mois de décembre, le Président annonça plusieurs initiatives politiques en faveur des jeunes Autochtones. Ces initiatives, remarqua-t-il, sont issues de sa rencontre avec des jeunes à Standing Rock, qui lui a fait une forte impression : *“Nous faisons tous partie d’une même famille. Vos nations ont énormément apporté à ce pays et elles représentent son avenir. Ensemble, nous pouvons nous assurer que chaque jeune Amérindien est traité comme un membre précieux, non seulement d’une de vos nations, mais de la grande famille américaine.”*⁷

Au mois d’août, la secrétaire à l’Intérieur, Sally Jewell, publia une ordonnance qui confirmait l’obligation fiduciaire fédérale envers les tribus reconnues et envers chaque Amérindien. Ce document est une retombée du procès Cobell qui portait sur la mauvaise gestion des fonds amérindiens (Voir *Le Monde autochtone 2012*). Le texte définit sept principes, que doivent respecter tous les bureaux du ministère de l’Intérieur. Le premier de ces principes est le respect de la souveraineté et de l’autodétermination tribales, qui comporte le droit des tribus indiennes de prendre elles-mêmes des décisions dans leur propre intérêt.⁸

Alors qu’en principe, le gouvernement fédéral soutient l’autodétermination et peut-être même la souveraineté des nations autochtones, en pratique, les intérêts autochtones passent souvent après les intérêts nationaux. Au mois de décembre, par exemple, on a pu constater que les partisans d’un projet de mine de cuivre en Arizona, avaient inséré des dispositions qui lui étaient favorables dans le projet de budget de la Défense, afin de les masquer. Ces dispositions donneront à une filiale de Rio Tinto des terres des Forêts nationales, y compris des sites sacrés apache, dans un échange de terres qui n’a pas encore obtenu l’approbation du Congrès (Voir *Le Monde Autochtone 2014*). La ministre Jewell a estimé que la décision était particulièrement regrettable⁹ mais la loi a été signée par le Président Obama sans même essayer de faire supprimer l’amendement, si bien que l’échange de terres est désormais effectif et la voie est libre pour la mine.

Les élections

L’Alaska a élu un nouveau gouverneur au mois de novembre et, grâce au vote des villages autochtones, c’est le candidat indépendant, Bill Walker, qui a été élu. Walker avait fait campagne avec un candidat athapasque Byron Mallott, candidat démocrate et ancien président de la fédération des Autochtones d’Alaska (*Alaska Federation of Natives – AFN*). L’ancien gouverneur Parnell essaya d’emporter les votes autochtones en signant un projet sur les langues qui est devenu loi à la Convention de l’AFN en octobre. Avec cette loi, 20 langues autochtones devinrent des langues officielles d’État. Cependant, les affaires ne peuvent toujours être traitées qu’en anglais, et les documents officiels ne sont pas tenus d’utiliser ces langues autochtones. 229 entités autochtones sont reconnues

par l'État fédéral en Alaska, mais elles sont reconnues en tant qu'entités corporatives et non comme des nations. Le nouveau gouverneur devra faire face à des questions de souveraineté autochtone, de compétence, de droits de pêche et d'application des lois.

Les Mandan, les Hidatsa et les Arikara (ou les trois tribus affiliées de la réserve de Fort Berthold) ont élu Mark Fox comme nouveau président. La tribu se trouve en plein boom pétrolier de Bakken et est devenue l'une des plus riches des États-Unis, bien que tous ses membres soient loin d'en profiter. Des inégalités croissantes, de même que des inquiétudes liées à la législation environnementale et à la transparence du gouvernement tribal, contribuèrent à l'élimination de l'ancien président, Tex Hall, lors des primaires.

La Nation navajo dut repousser l'élection de son nouveau président : deux candidats qui n'avaient pas gagné lors des primaires, déposèrent une plainte contre le candidat le mieux placé, Chris Deschene, sous prétexte qu'il ne parlait pas couramment la langue navajo. Il refusa de se soumettre à un test et la tribu le disqualifia peu de temps avant les élections du mois de novembre. Selon la loi navajo, le président doit parler la langue couramment, encore qu'il n'y a pas de définition officielle de ce que cela signifie. Ce différend électoral a provoqué un débat passionné sur la langue, la culture et les efforts de revitalisation et de préservation.

Conférence mondiale des Nations Unies sur les peuples autochtones

Ce qu'il est convenu d'appeler la Conférence mondiale des Nations Unies sur les peuples autochtones (*World Conference on Indigenous Peoples - WCIP*), organisée par l'Assemblée générale des Nations Unies, a eu lieu au mois de septembre et a produit un document définitif qui indique la voie à suivre par les Nations Unies et leurs États membres dans leurs relations avec les nations autochtones.¹⁰ La réunion avait fait l'objet de débats préalables aux États-Unis, car certains groupes mettaient en doute sa légitimité. D'autres, y compris le NCAI (National Congress of American Indians), l'organisation la plus importante et la plus ancienne représentante des intérêts autochtones aux États-Unis, y virent une occasion de dialoguer avec les États, d'exposer leurs préoccupations et d'avancer dans l'application pleine et entière de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones.¹¹ Ce document soulève des points importants ; néanmoins, considéré dans le contexte des nations autochtones au sein des États-Unis, l'absence de mention claire de la souveraineté est une lacune. Les États-Unis ont en fait proposé un paragraphe supplémentaire, par lequel ils s'engageaient à "*reconnaître, observer et appliquer les traités signés de nation à nation*", mais il ne fut pas inclus dans le document.¹²

Pour Keith Harper, Cherokee et ambassadeur des États-Unis auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, "*ce document réaffirme l'engagement des États membres à faire avancer et à défendre les principes et les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones.*" Il a exprimé sa satisfaction de voir qu'il réaffirme la détermination des États membres à faire avancer et à défendre les principes et les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones. De même, il a déclaré qu'il appréciait de voir qu'il renforce la position des femmes et tend à supprimer la violence et la discrimination dont elles sont l'objet.¹³ Keith Harper estime que les États-Unis doivent concentrer leurs efforts sur trois grands sujets: l'évaluation des progrès des États dans la réalisation des objectifs de la Déclaration (UNDRIP), dans l'élargissement de la participation autochtone aux réunions

des Nations Unies, et enfin dans la coordination du travail de réalisation des objectifs dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Durant la phase qui aboutit au WCIP, les États-Unis firent des recommandations sur presque toutes les déclarations de l'éventuel document définitif. Il s'agissait de remplacer un langage d'engagement par un langage d'encouragement, d'intention et d'affirmation, conforme au point de vue du gouvernement, pour qui l'UNDRIP est un document "moral" et non pas juridique. Les États-Unis préconisèrent aussi une approche individuelle chaque fois que c'était possible (par exemple dans les soins de santé) et ont essayé d'exclure les terres, les territoires et les ressources dans le contexte du consentement préalable, libre et éclairé.¹⁴ De telles recommandations ne signifient pas forcément que l'administration actuelle refuse de travailler avec les nations autochtones : son engagement ne fait aucun doute. Cependant, les intérêts et la souveraineté autochtones, en particulier lorsqu'il s'agit de la terre et des ressources, sont systématiquement ignorés lorsqu'ils vont à l'encontre des intérêts nationaux. La souveraineté devient alors un vague concept moral plutôt qu'une réalité juridique exécutoire.

Extraction des ressources

Les conflits relatifs à l'extraction des ressources et aux problèmes énergétiques sont toujours au cœur des questions de souveraineté, ce qui peut expliquer la réticence à accorder aux tribus leur droit à l'accord libre, préalable et éclairé dans ce domaine. Les tribus amérindiennes revendiquent des terres qui sont hors des limites de leurs réserves, d'autant plus si elles en ont été privées illégalement.

- Au Dakota du sud, les Lakota et leurs alliés indiens et non indiens continuent à s'opposer à l'oléoduc Keystone XL qui augmenterait la production pétrolière provenant des sables bitumineux du Canada. Lorsque, au mois de novembre, la Chambre des Représentants a approuvé le projet de construction de l'oléoduc (alors que le président Obama n'avait pas donné son accord définitif), Cyrill Scott, président des Oyate Sicangu de la réserve sioux de Rosebud, déclara que c'était "un acte de guerre" et jura de protéger la terre.

- En Oregon, l'État refusa d'autoriser un terminal charbonnier, en partie sous l'influence des tribus de la Columbia, qui craignent pour leur pêche. Le terminal aurait chargé du charbon au Montana et au Wyoming pour l'exporter vers l'Asie. Deux autres terminaux charbonniers sont prévus dans la région.

- L'expansion prévue de la mine de Kayenta dans la réserve navajo en Arizona, se heurte à l'opposition des Navajo et des Hopi, qui s'inquiètent des menaces qui pèsent sur les artefacts archéologiques et les restes humains. La concession actuelle accordée par les Navajo expire en 2019. Jusqu'à présent, 400 millions de tonnes de charbon ont été extraits pour alimenter la centrale électrique navajo (*Navajo Generating Station* – NGS), qui dessert le Sud-ouest en électricité. Par ailleurs, des recherches archéologiques connexes ont révélé plus d'un million d'artefacts et quelque 200 restes humains dans des collections universitaires dont la sécurité n'est pas totalement garantie. La NGS est aussi l'une des plus polluantes en dioxyde de carbone aux États-Unis. Le gouvernement

fédéral a annoncé de nouvelles normes d'émission plus basses pour les centrales, mais elles ne concernent pas les centrales situées dans les réserves.

Les tribus qui souffrent d'un fort taux de chômage et qui ont peu de perspectives de développement économique, sont en faveur des industries extractives et de la production d'énergie, comme sources de revenus.

- Au Montana, les Crow continuent à exploiter leurs réserves de charbon. Cloud Peak Energy a commencé à prospecter gisement de charbon de 1,4 milliard de tonnes au mois de juin et a déjà versé à la tribu crow 5 millions de dollars et, peut-être, 10 millions de dollars supplémentaires dans les 5 années à venir. Selon le président crow, Darrin Old Coyote, le charbon offre à sa nation sa seule perspective de développement. En réponse aux organisations qui s'opposent à l'extraction du charbon dans les réserves, Old Coyote a déclaré : "*À moins que les ONG ne m'indiquent une autre solution pour nourrir mon peuple, nous continuerons dans cette voie.*"¹⁵ La nation crow a un taux de chômage proche de 50%.

- En Alaska, les tribus autochtones continuent à lutter contre le projet de Pebble Partnership d'ouvrir une mine de cuivre et d'or dans la baie de Bristol (voir *Le monde autochtone 2014*). Le président Obama s'est opposé au forage de pétrole et de gaz dans la baie au mois de décembre, mais l'ouverture de la mine reste probable. La baie est le site de la plus importante montaison de saumons sockeye du monde ; les tribus craignent que les produits chimiques toxiques provenant d'une énorme mine ne nuisent à la pêche. 40% de la pêche sauvage consommée aux États-Unis provient de la baie de Bristol. L'Agence de protection de l'environnement a entrepris de combattre le projet de mine. Or, la compagnie et l'État d'Alaska ont intenté un procès à l'agence.

La souveraineté

Au mois de décembre, le BIA a annoncé un changement de réglementation, qui autorisera le ministre de l'Intérieur à acheter des terres, qu'il garderait en *fidéicomis* pour des Autochtones et des tribus d'Alaska. Auparavant, ce n'était possible que pour la communauté des Indiens Metlakatla. Prendre des terres en *fidéicomis* signifie que le gouvernement fédéral détient les titres de propriété en tant que mandataire pour les Autochtones. Bien que le *fidéicomis* donne au gouvernement fédéral un pouvoir de décision sur la terre, il la soustrait à la compétence de la juridiction et de la souveraineté de l'État. En Alaska, la loi de 1974 sur le règlement des revendications autochtones (*Alaska Native Claims Settlement Act* – ANCSA) constitue les tribus indiennes en corporations dépourvues de territoires protégés. La nouvelle règle permet une extension de la souveraineté, de la fiscalité et de la juridiction autochtones, si les terres peuvent être prises en *fidéicomis*. C'est une décision historique qui résulte en partie des procédures, mais elle fait aussi suite à une recommandations faite en 2013 par la Commission des lois indiennes (*Indian Law and Order Commission*) qui a mis en lumière le manque choquant et catastrophique de sécurité dans les communautés autochtones d'Alaska (voir *Le monde autochtone 2014*).¹⁶

Au Wyoming, la réserve de Wind River s'est trouvée au cœur de deux différends en matière de souveraineté. La réserve abrite les Shoshone de l'Est et les Arapaho du Nord

et, au mois de septembre, les Arapaho ont annoncé qu'ils allaient dissoudre le Conseil d'entreprises commun, dans lequel les deux tribus étaient représentées. Ils travailleraient dorénavant pour leur propre compte, avec un organe directeur distinct. En dépit de la résistance des Shoshone, le BIA a officiellement reconnu la dissolution au mois d'octobre. On ne sait pas très bien dans quelle mesure la réserve sera affectée, puisqu'elle aura deux gouvernements tribaux distincts. La réserve de Wind River est également impliquée dans un différend avec l'État du Wyoming au sujet de leur frontière commune. L'EPA a jugé que la création de la ville de Riverton, située sur la terre de la réserve ouverte aux colons en 1905 et qui n'est pas en *fidéicommiss*, ne diminue en rien la réserve, comme l'affirme l'État du Wyoming. La ville serait alors dans les limites de la réserve, même si la tribu n'a pas de souveraineté ou de juridiction directe sur son territoire. En conséquence, l'État a élaboré un projet de loi déclarant que Riverton est situé hors réserve, et a engagé une poursuite à l'encontre de la décision de l'EPA auprès de la 10^e cour d'appel de circuit des États-Unis, au mois d'octobre.

Violences à l'encontre des femmes et des enfants

Au mois de décembre, le Congrès abrogea l'exemption accordée à l'Alaska dans la loi de 2013 sur les violences faites aux femmes (*Violence against Women Act – VAWA*). La loi autorise les tribus à poursuivre les délinquants non autochtones dans certaines circonstances, mais a exclu les villages autochtones d'Alaska (voir *Le Monde Autochtone 2014*). Le député Don Young (R), qui a coordonné les efforts de la Chambre pour annuler l'exemption, dit que l'abrogation donnerait davantage de pouvoir aux tribus et améliorerait la situation des femmes autochtones. La sénatrice Lise Murkowski (R), qui avait inséré l'exemption dans le projet de loi, se joignit à son collègue d'Alaska, Mark Begish (D) pour soutenir l'abrogation et déclara que c'était le vœu des tribus d'Alaska, et qu'elle avait bien entendu leur demande.¹⁷

Avec la nouvelle possibilité d'acquérir des terres en *fidéicommiss* en Alaska, on peut espérer que les villages autochtones vont pouvoir créer des systèmes locaux d'application de la loi et des tribunaux qui permettront d'endiguer l'épidémie de violence contre les femmes. Actuellement, 100 villages ont un tribunal tribal et 129 n'en ont pas. Alors que la VAWA a augmenté le pouvoir juridictionnel tribal, au mois de septembre, une décision de la 9^e cour d'appel de circuit a porté un coup sévère aux cours tribales. Le 6^e amendement de la Constitution des États-Unis garantit aux défendeurs le droit à être représentés par un avocat, une disposition qui ne s'applique pas aux cours tribales. Dans le procès *US v. Bryant*, la cour a estimé que les preuves établissant la faute pour laquelle les défendeurs n'étaient pas représentés par un avocat, n'étaient pas acceptables au regard des lois fédérales. Dans ce cas, un homme fut formellement accusé de violences domestiques multiples, en prenant en considération deux condamnations antérieures par la cour tribale des Cheyenne du nord, au Montana. La Cour jugea qu'elle ne pouvait pas tenir compte de ces deux condamnations. L'un des juges, appelé à se prononcer par la Cour suprême, écrivit : « Si le défendeur n'était pas assisté par un avocat, les jugements des cours tribales sont éminemment suspects et ne méritent pas la considération des cours fédérales. » (Le respect pour l'intégrité de cours souveraines indépendantes devrait exclure des jugements aussi hâtifs.)¹⁸

Au mois de novembre, le Comité consultatif du procureur général sur l'exposition des enfants amérindiens et autochtones d'Alaska à la violence, a publié un rapport qui préconisait d'inclure la violence contre les enfants dans une législation semblable au

VAWA, afin de créer un système tribal de justice pour mineurs viable et sensé. Il permettrait aussi de coordonner les efforts contre les suicides, la violence des gangs, le commerce du sexe et le trafic des stupéfiants. Bien que nous disposions de peu de données quantitatives sur les enfants autochtones, des données parcellaires indiquent qu'ils sont beaucoup plus exposés à la violence que les autres enfants américains. La violence est responsable de 75% des décès de jeunes Autochtones ; ceux-ci sont surreprésentés dans le système de justice pénale fédéral et des États.¹⁹

Au mois de décembre, le Bureau exécutif du président publia son Rapport sur la jeunesse autochtone pour 2014. Il était inspiré en partie par la visite présidentielle à Standing Rock, et estimait que les handicaps que doivent surmonter les jeunes autochtones sont "rien moins qu'une crise nationale". L'administration propose d'augmenter les efforts dans les domaines de l'éducation, du développement économique et de la santé pour aider les jeunes. Un enfant autochtone sur trois vit dans la pauvreté, le suicide est la deuxième cause de décès des jeunes entre 15 et 24 ans, et leurs résultats scolaires sont très en-dessous de la moyenne nationale.²⁰

En 2011, le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires pour les élèves blancs était de 86%,²¹ alors que celui des Amérindiens était de 67%.

En novembre, un rapport de l'Office gouvernemental des comptes a porté essentiellement sur le manque de contrôle des budgets scolaires du Bureau indien de l'éducation (BIE); il a néanmoins donné un aperçu du système : le BIE gère 185 établissements élémentaires et secondaires, qui accueillent environ 11 000 élèves dans les réserves ou dans les écoles frontalières, réparties dans 23 états. Sur les 185 écoles, 58 sont gérées directement par le BIE, et 127 relèvent de l'administration des tribus et fonctionnent surtout avec des subventions fédérales. Ces écoles accueillent environ 7% de la population scolaire amérindienne, essentiellement issue de familles à faibles revenus, vivant dans des communautés rurales. Les chiffres de rapports antérieurs révèlent que les élèves des écoles du BIE ont un niveau inférieur à celui des élèves américains fréquentant les écoles publiques des États-Unis, dont le niveau en lecture et en mathématiques est inférieur à la moyenne nationale. 61% des lycéens des établissements du BIE ont obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires, un pourcentage supérieur à celui des élèves indiens des écoles publiques dans huit états (avec 42%, le Minnesota obtient le pourcentage le plus bas), mais tout de même inférieur à la moyenne nationale. Ces résultats remettent en question la qualité de l'enseignement scolaire. Un rapport GOA (Government Accountability Office) de 2013 conclut que la mesure dans laquelle le ministre de l'Intérieur assume ses responsabilités est discutable.²²

Notes et Références

- 1 See <http://www.bia.gov/WhoWeAre/AS-1A/ORM/83revise/index.htm> Christopher Keating. 2014. Lawmakers Oppose Easing Rules On Tribal Recognition, Adding More Casinos. *Hartford Courant*, 10/1/2014
- 2 Evan Halper. 2014. Effort to reform rules on tribal recognition has communities concerned. *Los Angeles Times*, 11/1/2014
- 3 Barack Obama. 2014. On my Upcoming Trip to Indian Country. *Indian Country Today*, 6/5/14
- 4 Barack Obama. 2014. *Remarks by the President at the Cannon Ball Flag Day Celebration*. Office of the Press Secretary, The White House.
- 5 <http://www.ncai.org/news/articles/2014/06/12/ncai-applauds-president-obama-s-historic-visit-to-indian-country>
- 6 Barack Obama. 2014. *Remarks of the President at the Tribal Nations Conference*. Office of the Press Secretary, The White House.
- 7 Secretary of the Interior. 2014. Order No. 3335.
- 8 Reid Wilson. 2014. Jewell "profoundly" disappointed by land exchange at sacred Native American sites. *Washington Post*, 12/6/14.
9. United Nations General Assembly. 2014. *Outcome document of the high-level plenary meeting*

- of the General Assembly known as the World Conference on Indigenous Peoples.*
10. The National Congress of American Indians. 2014. Resolution #SAC-12-078.
 11. United Nations General Assembly. 2014. *Draft outcome document to be adopted by the General Assembly on 22 September 2014*, 5 Sept 2014.
 12. Keith Harper. 2014. *The World Conference on Indigenous People a Call for Further Action*. <https://geneva.usmission.gov/2014/09/23/the-world-conference-on-indigenous-people-a-call-for-further-action/>
 13. United Nations General Assembly. 2014. *Draft outcome document to be adopted by the General Assembly on 22 September 2014*, 5 Sept 2014.
 14. Alex Sakariassen. 2014. Coal's long shadow. *Missoula Independent*, 5/29/2014.
 15. Department of the Interior. 2014. Land Acquisitions in the State of Alaska. *Federal Register* 79 (246): 76888-76897.
 16. Sari Horwitz. 2014. Repeal of "Alaska exemption" gives tribes more power to protect Alaska Native women. *Washington Post*, 12/18/2014.
 17. United States Court of Appeals for the Ninth Circuit. *U.S. v Bryant*. No. 12-30177. 9/30/2014.
 18. Attorney General's Advisory Committee on American Indian/Alaska Native Children Exposed to Violence. 2014. *Ending Violence so Children Can Thrive*. <http://www.justice.gov/sites/default/files/defendingchildhood/pages/attachments/2014/11/18/fi-nalaianreport.pdf>
 19. Executive Office of the President. *2014 Native Youth Report*. www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/20141129nativeyouthreport_final.pdf
 20. U.S. Department of Education. 2014. *Public High School Four-Year On-Time Graduation Rates and Event Dropout Rates: School Years 2010-11 and 2011-12*. NCES 2014-391.
 21. Government Accountability Office. 2014. *Bureau of Indian Education Needs to Improve Oversight of School Spending*. GAO-15-121.
 22. Government Accountability Office. 2013. *Better Management and Accountability Needed to Improve Indian Education*. GAO-13-774.

Sebastian Felix Braun est anthropologue. Il est professeur associé et président du département d'études amérindiennes à l'Université du Dakota du nord. Il est l'auteur de *Buffalo Inc. American Indians and Economic Development* (University of Oklahoma Press 2008), et éditeur de *Transforming Ethnohistories. Narrative, Meaning, and Community* (University of Oklahoma Press 2013).

Source : IWGIA *Indigenous World 2015*
 Traduction de l'anglais par **Marie - Claude Striggler**
 Membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique nord